

**COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME
DE LA LOZERE**

Association Loi 1901
Siège social : Rue du Gévaudan
48000 MENDE
SIRET 776 114 845 00048

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2024**

SAS A2H AUDIT
HARDTMEYER-HUC
Commissaire aux Comptes
Immeuble Espace 2B
6 Mail Philippe Lamour
34760 BOUJAN SUR LIBRON

Exercice clos le
31 décembre 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

A l'Assemblée Générale du COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME DE LA LOZERE,

1- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME DE LA LOZERE relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2- Fondement de l'opinion

2-1-Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2-2-Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Exercice clos le
31 décembre 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

3- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable, sur la base des éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes, des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

5- Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Exercice clos le
31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

6- Responsabilité du Commissaire aux Comptes relative à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relative à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

BOUJAN SUR LIBRON,
Le 30 Avril 2025

SAS A2H AUDIT - HARDTMEYER-HUC

J. BILLY

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive 'J' followed by a series of loops and a final horizontal stroke.

Exercice clos le
31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

ANNEXES

- DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- COMPTES ANNUELS

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	54 693	53 539	1 155	
	Autres immobilisations incorporelles (1)	102 137	15 762	86 376	92 571
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				2 400
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	4 192		4 192	4 192
	Constructions	491 307	458 049	33 258	40 152
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	50 487	26 271	24 216	18 555
	Autres immobilisations corporelles	236 007	211 891	24 116	38 523
	Immobilisations corporelles en cours	6 239		6 239	3 057
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	14 820		14 820	14 820
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	5 385		5 385	7 385
	Prêts	77 345	77 345		
	Autres immobilisations financières	150		150	
TOTAL (I)		1 042 763	842 856	199 907	221 655
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	14 053		14 053	21 089
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	126 564		126 564	131 302
	Avances et Acomptes versés sur commandes				5 297
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	88 427	66 570	21 856	28 667
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	436 242		436 242	438 114
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 092 049		1 092 049	916 951
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	27 505		27 505	47 244
	TOTAL (II)	1 784 840	66 570	1 718 269	1 588 665
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		2 827 603	909 427	1 918 176	1 810 320
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				150	
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	152 491	152 491
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	809 654	805 062
	Excédent ou déficit de l'exercice	(76 438)	4 592
	Total des fonds propres (situation nette)	885 707	962 145
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	885 707	962 145
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	400	450
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	400	450
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	533	1 018
	Emprunts et dettes financières divers	9 333	9 956
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	130 518	61 788
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	279 078	225 442
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	493 108	463 519
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	26 598	45 941
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	92 901	40 061
	Total des dettes	1 032 069	847 725
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		1 918 176	1 810 320
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(76 438,27)	4 591,56
(1) Dont à moins d'un an		901 552	785 937
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		533	1 018

A2H
C.A.C.

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	3 120	3 180
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	719 405	732 446
	dont ventes de dons en nature	373 129	355 839
	Ventes de prestations de service	1 149 008	1 089 237
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 342 500	1 342 000
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		500
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	19 212	41 353
	Utilisations des fonds dédiés	50	50
	Autres produits	1 263	705
Total des produits d'exploitation		3 234 558	3 209 470
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	198 520	227 038
	Variation de stock	4 738	(13 452)
	Achats de matières et autres approvisionnements	138 305	182 482
	Variation de stock	7 036	(2 477)
	Autres achats et charges externes	869 612	861 109
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	78 471	80 286
	Salaires et traitements	1 434 830	1 447 811
	Charges sociales	511 835	496 074
	Dotation aux amortissements et dépréciations	39 139	41 230
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		500
	Autres charges	35 356	21 974
Total des charges d'exploitation		3 317 842	3 342 575
RESULTAT D'EXPLOITATION		(83 284)	(133 105)

A2H
C.A.C.

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(83 284)	(133 105)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	115	99
	Autres intérêts et produits assimilés	23 413	14 499
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	4 083	3 920
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers		27 611	18 518
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		27 611	18 518
RESULTAT COURANT avant impôts		(55 673)	(114 587)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	15 530	53 859
	Sur opérations en capital		75 814
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	15 530	129 673
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	36 296	10 494
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	36 296	10 494
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(20 766)	119 178
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		3 277 699	3 357 661
TOTAL DES CHARGES		3 354 138	3 353 069
EXCEDENT ou DEFICIT		(76 438)	4 592
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Annexe Association

ANNEXE COMPTABLE ASSOCIATION

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 918 176** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **3 277 699** euros et un total **charges** de **3 354 138** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-76 438** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants de l'entité associative.

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	60 394	8 906		69 300
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	60 394	8 906		69 300
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	107 098	1 565		108 663
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	344 057	5 329		349 386
	Instal technique, matériel outillage industriels	25 022	4 017	2 768	26 271
	Autres instal., agencement, aménagement divers	23 632	5 607		29 239
	Matériel de transport	79 877	6 127		86 004
	Matériel de bureau, mobilier	93 049	7 587	3 988	96 648
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	672 735	30 233	6 756	696 211
TOTAL		733 129	39 139	6 756	765 511

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	77 345	77 345	
	Autres immobilisations financières	150	150	
	Clients, usagers douteux ou litigieux	66 570	66 570	
	Autres créances clients, usagers	21 856	21 856	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	100	100	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 546	2 546	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	10 028	10 028	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	403 727	403 727	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	19 841	19 841	
	Charges constatées d'avance	27 505	27 505	
TOTAL DES CREANCES		629 668	629 668	
Prêts accordés en cours d'exercice		49 299		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		53 382		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine	533	533		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers	9 333	9 333		
	Fournisseurs et comptes rattachés	279 078	279 078		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	262 700	262 700		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	164 978	164 978		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	15 558	15 558		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	49 872	49 872		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	26 598	26 598		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	92 901	92 901		
TOTAL DES DETTES		901 552	901 552		
Emprunts souscrits en cours d'exercice		9 717			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		10 340			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					


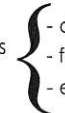
Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		27 505	27 505
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			27 505

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		92 901	92 901
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			92 901

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations 	81 428		4 083	77 345
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	66 570			66 570
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	147 998		4 083	143 915
	TOTAL GENERAL	147 998		4 083	143 915
Dont dotations et reprises 				4 083	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Variation des Fonds Propres

	Fds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1		Augmentation		Diminution ou consommation		Fds propres clôture 31/12/2024
	Montant	Montant	dont générosité du public	Montant	dont générosité du public	Montant	dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise								
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves statutaires ou contractuelles								
Réserves pour projet de l'entité	152 491							152 491
Autres réserves								
Report à nouveau	805 062	4 592						809 654
Excédent ou déficit de l'exercice	4 592	(4 592)				76 438		(76 438)
Situation nette	962 145					76 438		885 707
Dotations consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
TOTAL	962 145					76 438		885 707

Concours publics et subventions

31/12/2024

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation		500	1 342 000			1 342 500
Subventions d'investissement						
TOTAL		500	1 342 000			1 342 500

COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME

Annexes

Annexes association

PREAMBULE

Descriptif de l'objet social de l'Association (extrait des statuts)

Le COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME DE LA LOZERE a été constitué le 05 mai 1959, à l'initiative de l'Union Départementale des Syndicats d'initiative sous l'égide de M. Le Préfet de la Lozère, du Conseil Général et de la Chambre de Commerce et toutes les collectivités alors intéressées.

Il prend la forme d'une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, le décret du 16 août 1901, les dispositions des articles L. 132-1 et suivants du Code du tourisme et par les présents statuts, formée entre les membres fondateurs et tous les membres y ayant adhéré ou qui y adhèreront dans les conditions prévues par les présents statuts.

Le Comité prépare et met en œuvre la politique du tourisme du Département de la Lozère et contribue notamment à assurer l'élaboration, la promotion et la commercialisation des activités et produits touristiques et de loisirs, en collaboration avec les professionnels, les organismes et les structures locales, intéressés à l'échelon départemental ou intercommunal.

Le but du Comité comporte notamment :

- *La coordination des activités des différents professionnels, organismes et structures locales intéressés et apporte tout concours nécessaire ;*
- *L'étude et la réalisation d'initiatives tendant au développement des activités et produits touristiques et de loisirs du département ;*
- *L'étude, l'observation économique et statistique des activités touristiques et de loisirs du département ;*
- *La mise en valeur des richesses naturelles, archéologiques, artistiques, folkloriques, thermales ou autres du département ;*
- *L'amélioration et le développement de l'aménagement, de l'équipement touristique et de loisirs, et de la capacité d'accueil des structures touristiques et de loisirs du département ;*
- *La mission de qualification/ labellisation des structures touristiques aussi bien des hébergements que des lieux de visites ;*
- *Le développement et la promotion des activités et produits touristiques et de loisirs du département, sous toutes formes et sur tous supports, et notamment numériques, tels que sites internet, réseaux sociaux ;*
- *Le développement et la promotion de l'attractivité touristique, de l'image et du renom du département ;*
- *L'assistance aux différents professionnels, organismes et structures locales intéressés dans la structuration de l'offre commerciale des activités et produits touristiques et de loisirs du département ;*
- *L'organisation, la gestion, le conseil et le suivi de tout service de réservations et de commercialisation d'équipements et d'hébergements touristiques et de loisirs, d'accueil et d'animation. Ces missions s'exerceront obligatoirement au niveau départemental et pourront accessoirement se développer sur d'autres destinations, dès lors que cela contribue, de manière directe ou indirecte à améliorer le service rendu aux prestataires du département.*

Pour la poursuite de son but, le Comité pourra :

- *Procéder à la réalisation de toutes prestations de services en lien avec le département de la Lozère en ce compris, la réalisation de toute prestation de restauration ou de vente à emporter, notamment, sous l'enseigne « Maison de la Lozère », en tous lieux sur le territoire national ;*
- *Procéder à la diffusion et la commercialisation de tous produits, en France comme à l'étranger, et notamment, tous livres, objets, productions artisanales ou locales, agroalimentaires ou non, en lien avec le département ;*
- *Recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elle soit, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation de son but ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts du Comité.*

Description de la nature, du périmètre des activités ou missions réalisées et des moyens mis en œuvre

POURQUOI ?

Le Comité Départemental du Tourisme de la Lozère, en lien avec le Conseil Départemental, est la structure départementale en charge de la promotion touristique. Il est également au service de la compétitivité du tourisme lozérien, du développement du tourisme et des loisirs à l'échelle du territoire. Lozère Tourisme est engagé dans la mise en réseau des acteurs du territoire afin de les fédérer et les professionnaliser.

Il contribue à la promotion de la Lozère et son attractivité, la communication, l'observation touristique et le déploiement des outils numériques.

Il met à disposition et déploie des outils et des services auprès des sociaux professionnels et des Offices de Tourisme.

POUR QUI ?

Le Comité Départemental du Tourisme de la Lozère travaille pour différents types de cibles : les Visiteurs/Prospects de la destination et Clients des boutiques ou du restaurant, les Offices de Tourisme, les Communautés de communes et les Prestataires touristiques.

MOYENS ?

Le CDT de la Lozère compte 34 ETP répartis sur les 3 sites géographiques de la structure (Mende, Aire de la Lozère/A75 et Paris), avec sa Centrale de réservation, ses Boutiques et son Restaurant, il est un des Comités du Tourisme les plus diversifiés qui existent. Voici un récapitulatif des missions réalisées :

Promotion de la destination et Communication

Participation à des salons thématiques (Randonnée, Moto,...)

Campagnes d'affichages

Achats d'espace publicitaires dans la presse nationale, régionale et locale

Edition de brochures générales sur la destination (Respire, Carte Touristique)

Edition de brochures Thématiques (moto, camping-cars, vélo, pêche ...)

Accompagnement Numérique

Alimentation, la gestion et l'exploitation de la base de données départementale du Système d'Informations Touristiques (SIT48) – Tourinsoft

Déploiement de la place de marché Direct Lozère

Accompagnement des Offices de Tourisme dans la mise en place et le suivi du parcours numérique (accompagnement des prestataires)

Administration de la base Gestion de la Relation Prospect / Gestion de la Relation Client départementale

Gestion de l'e-réputation – Avis Lozère (Fairquest)

Presse

Démarchage de sociétés de productions pour des émissions télé sur la Lozère

Accueils de journalistes et d'influenceurs en France et en Europe

Veille sur toutes les parutions presse relatives à la Lozère (émissions TV, radio, articles papier et web)

Réseaux sociaux

Présence accrue sur les réseaux sociaux

Achat d'espaces publicitaires sur différentes thématiques : Ecotourisme, Expérientiel, Travail

Nomade, Activités de Pleine Nature... et en fonction des cibles visées (jeunes actifs, familles, ...)

Relations et actions partenaires

Animation des filières (pêche, équestre, vélo, moto...)

Animation d'un club des sites touristiques

Mutualisation d'actions marketing en partenariat avec les départements du Lot et de l'Aveyron et les Offices de Tourisme de Lozère

Relais Départemental des Offices de Tourisme

Animation du relais des Offices de Tourisme : accompagnement, conseils classement, marque Qualité Tourisme, formations

Organisation d'une bourse aux brochures départementale

Observatoire

Recensement, traitement et analyse des données de fréquentation touristique « Flux Vision Tourisme » et partage avec les Offices du Tourisme

Recensement d'indicateurs auprès des sites touristiques majeurs

Suivi et envoi d'enquêtes de conjoncture ou de comportement clientèle

Réalisation d'une note de synthèse globale sur la fréquentation et partage sur l'Espace pro de Lozère Tourisme

Recherche et développement pour la mise en place de nouveaux indicateurs

Diffusion de rapports / chiffres auprès des porteurs de projets

Ingénierie – Développement Qualité

Accompagnement des porteurs de projet

Gestion du Relais départemental des Gîtes de France

Gestion du label Meublés de Tourisme pour ATOUT FRANCE

Gestion du label Tourisme et Handicap

Service commercial Lozère Résa

Accompagnement des prestataires en expertise et stratégie produit, gestion, tarification et optimisation des revenus, commercialisation, multidistribution, webmarketing, site internet, relation clients, administratif et juridique.

Aire de la Lozère / A75

Vitrine du Tourisme lozérien sur l'axe A75

Point d'accueil et de renseignements touristiques de l'offre départementale

Espace boutique avec vente d'ouvrages, topoguides, livres sur la Lozère, produits Made in Lozère...

Structure ouverte toute l'année 7 jours /7

Maison de la Lozère à Paris

Véritable ambassade parisienne du Département en plein cœur de Paris – place Saint-Michel

Épicerie fine et boutique de produits Made in Lozère

Point d'accueil et de renseignements touristiques

Galerie d'Art

Restaurant de mise en valeur des produits du terroir lozérien

Espace affaires

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 918 176 €.

Le résultat net comptable est un déficit de 76 438€.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 07/04/2025 par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

CRISE SANITAIRE

Les différentes mesures mises en place par le CDT ont permis de limiter les impacts financiers de la crise sanitaire.

Sur l'année 2024, nous ne relevons plus d'impact significatif lié à la crise sanitaire.

CRISE ET GUERRE EN UKRAINE ET AUTRES IMPACTS GEOPOLITIQUES

Le début de la guerre en Ukraine a commencé au début de l'année 2022.

Ce conflit ne semble ne pas avoir d'incidence sur l'activité du CDT.

Les autres événements ayant un caractère géopolitique n'ont pas eu d'incidences sur l'activité du CDT.

DIVERS :

Sur l'année 2022, perte de la totalité de la commercialisation des hébergements de la SELO.

Le volume de marché effectué avec la SELO était environ de 200 k€

Cet impact est significatif sur l'année 2024, il sera partiel sur l'année 2025 avec la reprise partielle de la commercialisation d'hébergements propriétés de la SELO (Société d'Economie mixte de la LOzère) par le CDT.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base:

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Rappel :

En matière d'immobilisation, le Comité Départemental du Tourisme a adopté en 2005 la méthode de la réallocation des valeurs nettes comptables dite méthode prospective.

Cette méthode touche essentiellement les constructions, constructions sur sol d'autrui et constructions en concessions qui font l'objet d'une décomposition.

Les modèles de décomposition retenus sont les suivants :

Concernant les constructions :

Composants	Durée	Régime	Répartition
Gros œuvre et structure	40 ans	Linaire	60%
Toiture	30 ans		10%
Etanchéité	15 ans		5%
Installation électrique	15 ans		15%
Chauffage	15 ans		10%
Agencement intérieur			

Concernant les autres immobilisations corporelles :

Il n'est pas effectué de décomposition car il n'est pas identifié d'éléments significatifs faisant l'objet d'un remplacement à intervalles réguliers et ayant une durée d'utilisation différente de celle de la structure.

Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré). Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite représentent au 31/12/2024 un montant de 622 110 k€. L'association a fait le choix d'externaliser le montant des engagements. Un contrat d'assurance auprès d'AG2R-La MONDIALE se décomposant :

- Contrats indemnités de fin de carrière : 389 836 euros

Contributions volontaires :

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

INFORMATION COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE IMAGE FIDELE

- En application du principe général énoncé par l'article 209 de l'annexe 2 du CGI, des secteurs distincts d'activité ont été constitués en matière de TVA.
- Application de ANC 2018-06 :
Informations sur changement de présentation des fonds dédiés : les reports et les reprises, comptes 689 et 789 sont intégrés dans le résultat d'exploitation et plus dans le résultat exceptionnel.

Sue l'année 2023, le CDT a perçu une somme de 75 813.79€ suite à la conclusion de l'affaire Clément sur le restaurant de la Lozère à Paris.

Cette somme a été portée dans un compte de produits exceptionnel.

Sur l'année 2024, le restaurant de Paris a connu des difficultés de recrutement et notamment pour le remplacement de son chef de cuisine.

Le restaurant « la maison de la Lozère » est devenu depuis fin mars 2025 le

« Comptoir Lozérien » et propose toujours des produits du terroir Lozérien mais sous une forme beaucoup plus souple, sous forme de bars à vins et bières de Lozère, conserverie, et tapas.

Pour l'année 2023, une seule dotation en fond dédié a été effectuée pour la mise en place d'une borne de recharge électrique pour un montant de 500€.

Ce fond dédié a été repris à hauteur de 50€ sur l'année 2024.

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	152 965	3866	0	156 830
Immobilisations corporelles	779 614	20831	12213	788 232
Immobilisations financières	103 633	150	6083	97 700
TOTAL	1 036 212	24 847	18 296	1 042763

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture	
Frais d'établissement, de recherche et de développement					
TOTAL I	0	0	0	0	
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL II	60 394	8 906	0	69 300
Terrains					
Constructions					
sur sol propre	107 098	1 565	0	108 663	
sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements	344 057	5329	0	349 386	
Installations techniques, matériel, outillages industriels	25 022	4 017	2 768	26 271	
Autres immobilisations corporelles					
Installations générales, agencements divers	23632	5 607	0	29 239	
Matériel de transport	79 877	6 127		86 004	
Matériel de bureau et informatique	93 049	7 587	3 988	96 648	
Emballage récupérables et divers					
TOTAL III	672 735	30 232	6 756	696 211	
TOTAL GENERAL (I+II+III)	733 129	39 138	6 756	765 511	

Eléments constitutifs du fonds commercial

Fonds commercial de 33 K€ :

- Eléments constitutifs : Fonds commercial du restaurant de Paris acquis en 1990 (d'après tableau des immobilisations)

- Non dépréciation du fonds malgré la période de Pandémie. Le niveau d'activité de l'association semble retrouvé y compris sur la partie commerciale.

Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises	131 302	0	4738	126 564
Matières premières	21 089	0	9927	11 162
Produits intermédiaires	0	2890		2890
Produits finis				
Autres approvisionnements				
Production en cours				
Travaux en cours				
Autres produits en cours				
TOTAL	152 391	2 890	14 665	140 616

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	15 460
Subventions/financements	401 786
Autres produits à recevoir	3 776
TOTAL	421 022

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	66 570			66 570
Comptes financiers	81 428		4 083	77 345
TOTAL	147 998		4 083	143 915

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	152 491				152 491
Dont générosité du public					
Report à nouveau	805 062		4 592		809 654
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	4592	4592			-76 438
Dont générosité du public					
Situation nette	962 145		- 4 592		885 707
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					0
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	0			0	0
TOTAL dont générosité du public	962 145	4592	- 4 592		885 707

Analyse des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations: Montant global	Utilisations: Dont remboursements	Transferts	A la clôture: Montant global	A la clôture: Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Numérique	0		0	0	0		0
Événementiel	0		0	0	0		0
Promo Comm. NTI	0		0	0	0		0
Promo Comm.	0		0				0
Maison Tourisme Paris	0		0				0
Divers	450		50			400	0
TOTAL	450		0	0	0	400	0

Les fonds dédiés sont affectés sur des sections services publics. Des fonds dédiés à hauteur de 500€ ont été inscrits en compte 195000 en 2023, ils portent sur le financement d'une borne de recharge électrique.

Subventions d'investissement

Subventions

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
Aucune subvention d'investissements au 31/12/2024					0
					0
TOTAL		0		0	0

Reprises

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
Aucune reprise de subvention d'investissement au 31/12/2024		0		0	0
TOTAL		0		0	0

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu en N ou annulés	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
DEPARTEMENT	AIRE LOZERE	78 000	54 600	23 400		
DEPARTEMENT	PARIS	64 000	44 800	19 200		
DEPARTEMENT	CDT	1 200 000	840 814	359 186		
ETAT	SECURITE ROUTIERE	500	500			
TOTAL		1 342 500	940 714	401 786		

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	15530
Sur opérations de gestion	416
Produits de cession des éléments d'actif	0
Produits sur exercices antérieurs	15 104
QP de Subvention portée au compte de résultat	0
Produits exceptionnels divers	0
Charges exceptionnelles	36 396
Sur opérations de gestion	10 036
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Pénalités	0
Dotations aux provisions	0
Charges sur exercices antérieurs	26 260
Résultat exceptionnel	- 20 766

Annexe association (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

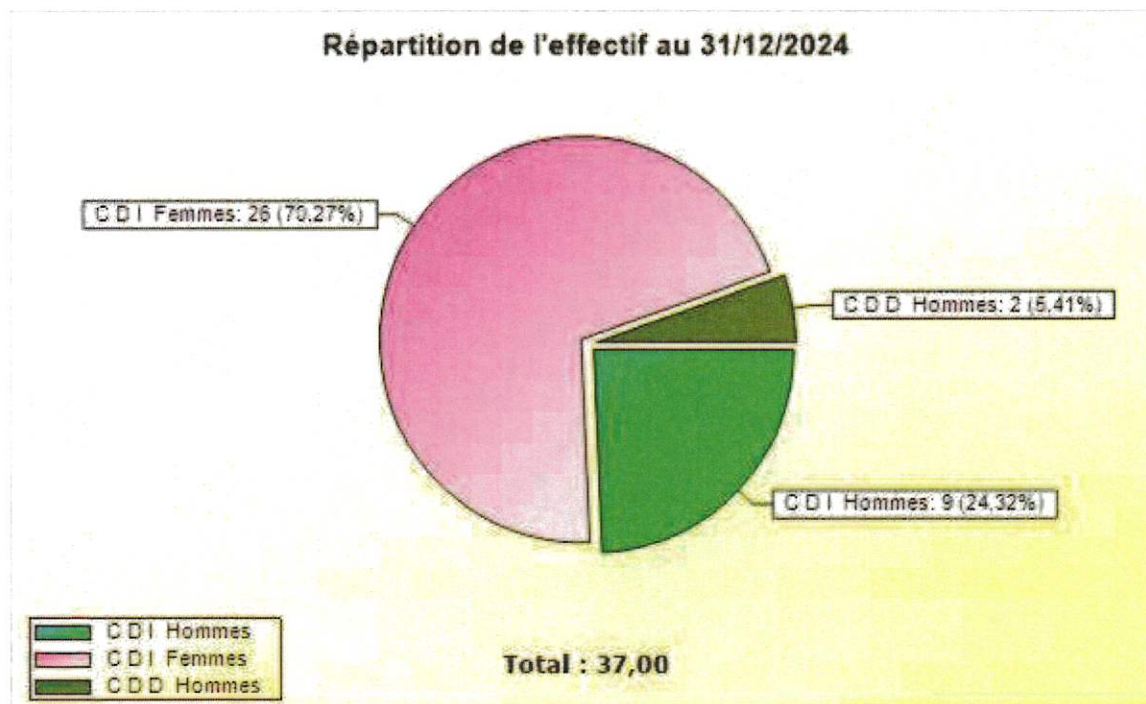
L'association a décidé de couvrir par un contrat d'assurance auprès d'AG2R LA MONDIALE le montant des engagements pour départ à la retraite, s'élevant à 622 110 € au 31/12/2024. Ces engagements sont couverts à hauteur de 389 836 € au 31/12/2024.

Rémunération des cadres dirigeants

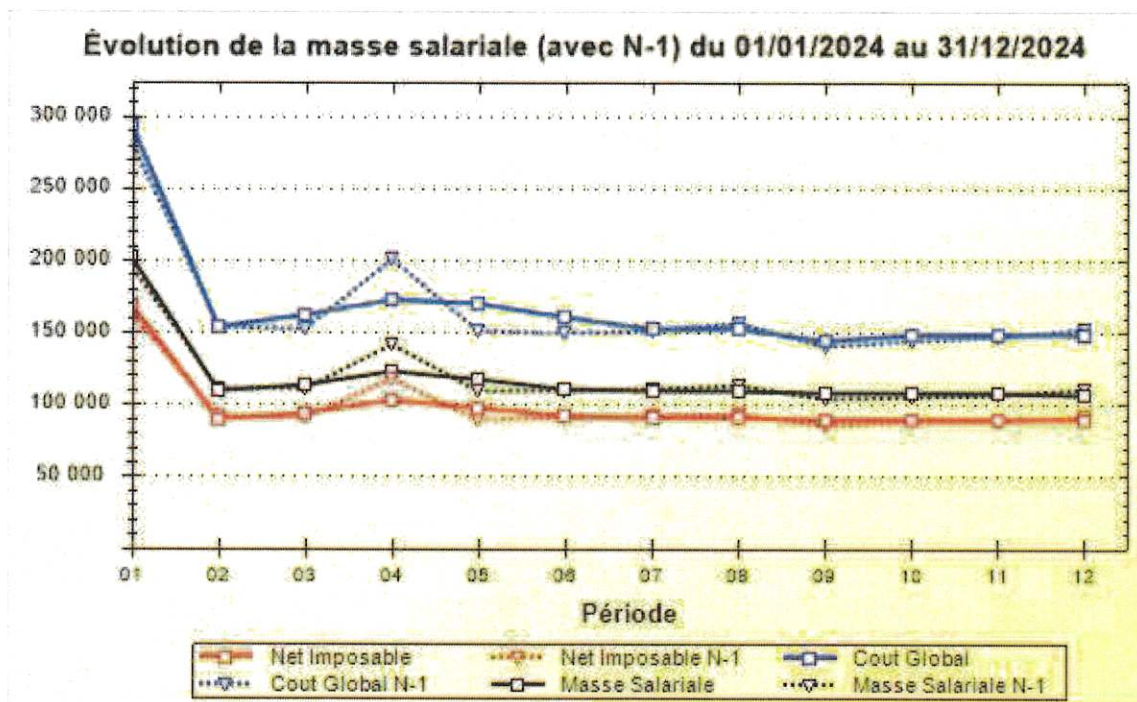
Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Effectif moyen



Répartition de l'effectif par sexe au 31/12/2024									
Catégorie	F	H	Total	CDI F	CDI H	Total	CDD F	CDD H	Total
Total	26	11	37	26	9	35		2	2



Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 7 866 euros.